

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (IM)

Rue Saint Laurent

77167 Bagneaux-sur-Loing

Références : E/24-1287
Code AIOT : 0006512539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté rue Saint Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing. L'inspection a été annoncée le 16/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE IM
- rue Saint Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing
- Code AIOT : 0006512539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les activités des installations de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE IM (Industriel Marchand) à Bagneaux-sur-Loing sont la production d'oxygène par le procédé VSA (séparation physique des constituants de l'air), ainsi que le stockage cryogénique et la vaporisation d'oxygène liquéfié pour alimenter en continu :

- des fours de fusion de verre de la société KERAGLASS sous une pression de 1,5 bar par la source VSA et par la source cryogénique ;
- des feeders (alimentation des moules ou des tapis) sous une pression de 10 bar par la source cryogénique.

Le site est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral n°17/DCSE/IC/007 du 24 mars 2017. Il relève du classement « seveso seuil bas » par dépassement direct du seuil de la rubrique 4725 (Oxygène).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Consignes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des risques-Principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.1.5.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des risques - Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Prévention des risques- Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.3.5.	Demande d'action corrective	1 mois
10	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 2.5.1.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 1.2.1	Sans objet
2	Suites de l'inspection du 20/04/2021	Lettre du 17/05/2021, article Observations n°1 à n°3	Sans objet
3	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 7.2.3.	Sans objet
5	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 4.1.4.	Sans objet
6	Prévention des risques - Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 8.2.	Sans objet
11	Équipements sous pression et récipients à pression simples	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 11 mars 2024 visait à faire un point sur :

- la situation administrative du site et les sujets d'actualité éventuels ;
- la prévention des risques ;
- les suites de l'inspection du 20/04/2021.

3 observations et 6 non-conformités sont décrites dans les fiches de constats suivantes.

L'inspection souligne que les opérateurs sont expérimentés et connaissent bien leur site.

Un outil interne des plans d'action existe et mériterait d'être plus largement utilisé pour le suivi des diverses mesures correctives prises.

L'inspection note que les échanges avec leur voisin industriel direct devraient être plus soutenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations
Prescription contrôlée : Rubrique Non-Classé n°2910 (Installation de combustion): 0.61 MW autorisé Rubrique à Autorisation Seveso Seuil bas n°4725 (oxygène): 330 tonnes autorisées
Constats : L'inspection constate le respect de l'article 1.2.1. L'inspection précise à l'exploitant, pour information, que le seuil de déclaration de la rubrique 2910 est passé de 2 MW à 1 MW suite à la modification de la nomenclature des ICPE par le décret n°2018-704 du 3 août 2018. Mais le site reste non classé pour cette rubrique étant donné que le volume autorisé est inférieur à 1MW.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suites de l'inspection du 20/04/2021

Référence réglementaire : Lettre du 17/05/2021, article Observations n°1 à n°3
Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 20/04/2018
Prescription contrôlée : Observation 1 : L'exploitant procédera au remplacement de l'ensemble des procédures de livraison et les consignes de sécurité abîmées sur site. (Art. 9.2.5 AP du 24/03/2017) Observation 2 : L'exploitant mettra à jour l'affichage des phrases de risques et des pictogrammes de dangers conformément au règlement CLP (règlement (CE) n°1272/2008 modifié) sur l'ensemble du site. (Règlement CLP n°1272/2008 modifié) Observation 3 : L'exploitant transmettra à l'inspection la justification du bon dimensionnement du seuil de fermeture automatique de la vanne située sur la ligne de remplissage qui est supérieur à la pression maximale admissible. (Art. 9.2.6 AP du 24/03/2017)
Constats : L'exploitant a apporté des réponses satisfaisantes, dans un courrier du 9 août 2021, aux trois observations ci-dessus : - « Depuis la visite, des nouvelles plaques (en dur) ont été mises en place décrivant les consignes de sécurité en cas d'accident lors d'une livraison ainsi que la procédure de livraison » ; - « Les nouvelles plaques mises en place sur la zone de dépotage tiennent compte des pictogrammes de danger conformément au règlement CLP. Quant au reste du site, les zones à risques sont déjà signalées par les pictogrammes conformément à la réglementation CLP. » ; - « le seuil de pression de déclenchement de la [vanne] est compris entre la pression de la soupape et celle du disque de rupture. Il ne doit toutefois pas dépasser 85% de l'UPL du stockage » (la pression la plus élevée d'un stockage est autorisée à atteindre dans des conditions anormales soit approximativement, la pression d'épreuve du stockage). Au jour de l'inspection, l'inspection a pu constater, sur le terrain, la conformité au règlement CLP des affichages (zone de dépotage des camions de livraison, réservoirs de stockage de l'oxygène, zone de stockages des différents produits). L'inspection a pu noter que des actions correctives avaient été mises en place lors de sa dernière visite d'inspection (avril 2021) dans l'application de suivi des actions par l'exploitant et que ses actions apparaissaient comme soldées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 7.2.3.
Thème(s) : Autre, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis au moins tous les cinq ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : L'exploitant avait transmis, à l'inspection par courriel du 14/04/2021, les résultats de l'intervention du 09/07/2018 des mesures du niveau de bruit et de l'émergence. Les résultats étaient conformes aux prescriptions des articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°17/DCSE/IC/007 du 24 mars 2017. L'exploitant affirme avoir procédé à de nouvelles mesures de bruit et de l'émergence le 11/10/2023. L'inspection a pu consulter le rapport datant du 30/11/2023. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, articles 8.7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Article 8.7.3.2. Plan d'Opération Interne "Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement." "L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'organisation d'exercices périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention pour lesquels les services de secours locaux seront conviés,• la formation du personnel intervenant,• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,• la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),• la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,• la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées." "Le POI est testé au minimum tous les trois ans." "L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées." 8.7.3.2.1 Articulation du POI d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE avec le POI de KERAGLASS "Elles se communiquent également leurs retours d'expérience respectifs susceptibles d'avoir un impact chez l'autre. Une rencontre régulière a lieu entre les chefs d'établissements de KERAGLASS et ALFI ou leurs représentants chargés des plans d'urgence. Un exercice POI commun est organisé régulièrement."
Constats : L'exploitant dispose d'un POI datant du 01/09/2020 disponible en permanence sur le site. Le POI définit une périodicité annuelle pour la réalisation des exercices d'entraînement sur la base des scénarii décrits dans celui-ci. L'exploitant réalise donc des exercices POI régulièrement. Les dates des trois derniers exercices sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 06 décembre 2023 : incendie bâtiment VSA- 01 juin 2022 : rupture de la ligne de soutirage O₂ liquide- 25 mai 2021 : incendie VSA. Les comptes-rendus des exercices comprenant un plan d'actions sont adressés rapidement à l'inspection à la suite des exercices (en général sous 1 mois). Le plan d'actions établi suite à l'exercice de 2021 a été renseigné dans leur outil « maximo » de suivi des actions correctives. Les plans d'actions des exercices de 2022 et 2023 n'ont pas été renseignés dans cet outil. L'exploitant précise :

- ne pas disposer de procédure écrite pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ;
- qu'il n'y a pas de rencontre régulière entre les chefs d'établissements de KERAGLASS et ALFI ou leurs représentants chargés des plans d'urgence ;
- ne pas organiser d'exercice POI commun avec le voisin KERAGLASS.

L'inspection remarque qu'une fiche scénario dans le POI (n°9) n'a plus ou bientôt plus la nécessité d'exister car leur voisin industriel KERAGLASS se défait de son stockage/ activité avec l'arsenic. Ce type d'information pourrait être utilement échangé lors de réunions d'échange entre KERAGLASS et ALFI IM, aujourd'hui inexistante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°20240311-1 : L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, [...] pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I., conformément à l'article 8.7.3.2 de l'AP du 24/03/2017. Cette procédure sera transmise à l'inspection.

Observation n°20240311-1 : Tous les plans d'actions élaborés (en exemple les plans définis dans les CR des exercices POI de 2022 et 2023) mériteraient d'être inscrits dans l'outil dédié à cet effet pour une bonne traçabilité.

Non-conformité n°20240311-2 : Une rencontre régulière doit se tenir entre les chefs d'établissements de KERAGLASS et ALFI IM ou leurs représentants chargés des plans d'urgence, conformément à l'article 8.7.3.2.1 de l'AP du 24/03/2017.

Non-conformité n°20240311-3 : un exercice POI commun avec KERAGLASS doit être régulièrement organisé conformément à l'article 8.7.3.2.1 de l'AP du 24/03/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention du risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 4.1.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque inondation
Prescription contrôlée : « [...] l'exploitant dispose d'un plan formalisé décrivant les mesures techniques et organisationnelles à mettre en œuvre sur le site en cas d'alerte inondation. Ce plan vise notamment à assurer la mise en sécurité du site (surélévation de produits ou d'équipements sensibles, anticipation de la perte d'alimentation électrique...) durant toute la période d'inondation. Ce plan peut être intégré dans le POI. »
Constats : Le scénario n°7 « phénomène inondation » est intégré au POI. Il décrit les mesures techniques et organisationnelles à mettre en œuvre sur le site en cas d'alerte inondation. Un exercice avec le phénomène « inondation » pourrait utilement être organisé. Ce scénario a été ajouté dans le POI suite aux inondations de 2016 sur le site mais n'a jamais été testé depuis.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Prévention des risques - Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 8.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks/ risques
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.2.1. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'Article 6.1.1. seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. ARTICLE 8.2.2. LOCALISATION DES RISQUES L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelés à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant tient à jour, tous les 6 mois, un état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement. Le dernier inventaire date de novembre 2023. Les anciens inventaires restent disponibles dans un même fichier (un onglet par date d'inventaire). Cet état des stocks précise notamment la nature, la quantité et les dangers des produits stockés, ainsi que leur localisation sur le site (numérotation de la zone). Un lien a été créé au jour de l'inspection vers un plan général du site définissant ces zones ainsi les moyens d'intervention disponibles : RIA, extincteurs, vanne coupure gaz, détection O2, arrêt d'urgence... Chaque substance/ mélange dispose d'un lien vers sa fiche de données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques- Principes directeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.1.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : <i>En partie confidentielle.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°20240311-4 : l'exploitant précisera les raisons pour lesquels le site n'utilise pas de système de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (SAP) permettant de programmer et d'appliquer le plan de maintenance comme le prévoit le chapitre 4.1.10 « ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS (PÉRIODICITÉ DES CONTRÔLES ET MAINTENANCE) – TRAVAUX » de l'étude de danger en vigueur (2016). A défaut de mise en place d'une GMAO, l'exploitant devra modifier son EDD en justifiant l'organisation mise en place pour l'entretien et la maintenance de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des risques - Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, articles 8.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 8.5.1. LISTE DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires (marche dégradée) dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p> <p>ARTICLE 8.5.3. GESTION DES ANOMALIES ET DEFAILLANCES DE MESURES DE MAITRISE DES RISQUES Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être signalées et enregistrées ; • être hiérarchisées et analysées ; • et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>ARTICLE 8.5.6. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE <i>En partie confidentielle.</i></p>
<p>Constats : <i>En partie confidentielle.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observation n°20240311-2</u> : L'exploitant doit s'assurer que toutes les opérations de maintenance et de vérification pour les MMR sont bien enregistrées et archivées, conformément à l'article 8.5.1 de l'AP du 24/03/2017.</p> <p><u>Observation n°20240311-3</u> : L'exploitant transmettra à l'inspection le registre concernant les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques dans lequel les différentes étapes mentionnées ci-dessous sont consignées, conformément à l'article 8.5.3 de l'AP du 24/03/2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être signalées et enregistrées ; • être hiérarchisées et analysées ; • et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prévention des risques- Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 8.3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE A LA TERRE
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques fixes (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Pour limiter le risque d'incendie d'origine électrique, les armoires électriques de l'unité de production d'oxygène font l'objet d'une maintenance préventive au minimum semestrielle. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Sur le terrain, l'inspection a pu contrôler la bonne mise à la terre des équipements métalliques et en particulier des réservoirs de stockage d'oxygène. Concernant les armoires électriques de l'unité de production d'oxygène, la dernière maintenance date du 8 novembre 2023. Dans le plan de maintenance du site, cette maintenance est de nouveau programmée à faire avant le 8 mai 2024. Cette maintenance est mise en valeur dans le plan de prévention en apparaissant sur fond orange. Concernant la vérification de l'ensemble de l'installation électrique, la dernière intervention date du 19 avril 2023 et la prochaine est programmée avant le 19 avril 2024. Le rapport de l'organisme habilité a pu être consulté. Ce dernier est sans observation. A noter que le rapport de l'intervention de l'année précédente du 13 avril 2022 a pu être consulté et celui-ci faisait l'objet d'observations. Ces observations ont donc pu être soldées dans l'année. Aucune mesure corrective n'a été renseignée dans l'outil interne de suivi des plans d'action.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité n°20240311-5</u> : L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises à la suite des défauts relevés dans les rapports de vérification annuelle de l'ensemble de l'installation électrique du site conformément à l'article 8.3.5. de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, DÉCLARATION ET RAPPORT
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection le 19 avril 2022 une déclaration d'incident survenu le 18 avril 2022 concernant une fuite d'Oxygène au niveau d'un vaporiseur atmosphérique de l'installation O ₂ . Dans son courrier de déclaration de l'événement, l'exploitant précise que « Les investigations sur l'installation ont permis d'identifier une fissure au niveau de la clarinette d'entrée du vaporiseur. L'analyse des causes sera réalisée dès que possible. » L'inspection a pu prendre connaissance du rapport d'analyse des causes. Ce dernier conclut que : « La nature de la sollicitation mécanique de traction ayant conduit à la rupture du tube ne peut être identifiée au travers des seules investigations de laboratoire effectuées. La connaissance des conditions de service habituelles de l'installation et d'éventuels incidents ou anomalie survenus avant le sinistre pourrait permettre de définir une ou plusieurs situations ayant pu générer ce type de sollicitation anormale. » L'inspection a pu constater l'existence d'un plan d'actions détaillé dans l'outil « maximo » de suivi des actions correctives du site. L'ensemble du plan d'actions mis en œuvre pour cet incident apparaît comme soldé au jour de l'inspection. Le vaporiseur est toujours hors service au 11 mars 2023 mais cela ne nuit pas à l'activité sur le site car d'autres solutions existent pour pallier à ce dysfonctionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°20240311-6 : L'analyse des causes de cet incident du 18/04/2022 n'a été réalisée que partiellement. L'exploitant précisera à l'inspection des suites données au rapport initial d'analyse des causes. Il complètera en outre ce rapport en précisant les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Équipements sous pression et récipients à pression simples

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression et des récipients à pression simples
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries. L'inspection a pu constater sa disponibilité et sa conformité à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite